

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Prix : les indices des prix à la consommation et à la production ont enregistré une inflexion en juin, induite par les composantes volatiles

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Réserves de change : augmentation des réserves de change de 10,6 Mds USD en juin

Bourse : Poursuite de la tendance haussière sur les marchés boursiers chinois

Banque : HSBC renforce sa présence en Chine

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations Chine-US : plus de 40 associations d'entreprises américaines exhortent la Chine à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre l'accord de phase 1

Covid- 19 : la Chine suspend les importations de deux autres établissements de viande du Brésil en raison des préoccupations liées à l'épidémie

Commerce extérieur : Baisse de 33 % des exportations françaises vers la Chine au cours des cinq premiers mois de l'année du fait de la chute des ventes aéronautiques

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Contrôle des exportations : l'Assemblée nationale populaire publie un nouveau projet de loi sur le contrôle des exportations

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Economie numérique : déjà bloquée en Inde, l'application TikTok pourrait être prochainement interdite aux Etats-Unis et en Australie

Cybersécurité : la Chine publie un projet de loi sur la sécurité des données (Data Security Law)

Politique industrielle : les entreprises chinoises enregistrent des succès dans la standardisation de la 5G et du big data

Economie numérique : le rapport d'un think tank officiel témoigne du poids croissant de l'économie numérique en Chine

Economie numérique : la World Artificial Intelligence Conference se tient à Shanghai

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Transport aérien : voyager sur un vol international depuis ou vers la Chine est devenu une expérience difficile et... très chère

Développement durable : expérimentation de gouvernance du développement vert dans le cadre de la stratégie de développement intégré du delta du Yangtsé

Développement durable : le Zhejiang lance un programme de protection de l'environnement dans le secteur de la livraison à domicile

Aéronautique : la certification chinoise des ATR 42-600 se poursuit

Energie : la NEA communique sur son programme d'innovation dans le secteur de l'énergie

Transport ferroviaire : hausse de 2,1 % du volume de fret transporté sur les cinq premiers mois de 2020 ; baisse de 53,9 % de la fréquence de passager au premier semestre

中国经济
分析报告



Transport ferroviaire: hausse de 3,7 % des investissements dans les infrastructures ferroviaires au premier semestre 2020

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Hubei : dégâts importants causés par les inondations

Canton : Weride lance les premiers essais de véhicules 100% autonome en Chine

Shanghai : inauguration du centre d'intelligence artificielle du West Bund et du forum international d'intelligence artificielle

Shanghai : nouvelle vague d'investissements dans la zone de libre-échange de Lingang

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG

Situation économique : Standard Chartered a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour Hong Kong en 2020 ; 4,3 M de résidents hongkongais ont reçu depuis le 6 juillet le versement de l'allocation de 1 290 USD prévue afin de stimuler l'économie locale ; Le gouvernement a annoncé que les subventions salariales versées depuis juin ont atteint 3,8 Mds USD ; Le gouvernement a annoncé le renforcement des mesures de distanciation sociale alors que 65 cas de transmission locale ont été enregistrés cette semaine.

Place financière : Le HKD continue de se maintenir à la limite haute de la bande de fluctuation (peg) et l'Autorité Monétaire de Hong Kong a réalisé 8 interventions de change cette semaine ; L'indice Hang Seng a progressé de +1,4% au cours de la semaine ; La Banque populaire de Chine, l'Autorité monétaire de Hong Kong et l'Autorité monétaire de Macao ont annoncé le 29 juin le lancement du programme pilote Wealth Management Connect.

Analyse sectorielle/entreprises : Hong Kong a annoncé le 7 juillet la mise en place de tests Covid obligatoires à l'arrivée des équipages aériens à compter du 8 juillet ; Le gouvernement lancera le 16 juillet un programme de subventions de 130 M USD sur une durée d'un an à destination de l'industrie des congrès /expositions.

MACAO

Depuis le 6 juillet, un maximum de 3 000 résidents macanais (sous conditions) peuvent quotidiennement quitter Macao afin de se rendre dans les 8 autres villes de la Greater Bay Area

TAIWAN ([ici](#))

Eolien offshore : TSMC et Orsted signent le plus gros contrat d'électricité renouvelable au monde

Covid-19 : hausse record de l'épargne à Taiwan depuis 1988

Covid-19 : 4 laboratoires taiwanais dans la course au vaccin

CONJONCTURE

Les indices des prix à la consommation et à la production ont enregistré une inflexion en juin, induite par les composantes volatiles

Pour la première fois depuis le début de l'année, l'IPC (Indice des Prix à la Consommation) a enregistré une légère augmentation de son rythme de progression, passant de 2,4% en g.a. en mai à 2,5% en juin. Au premier semestre, l'IPC a augmenté de 3,8% par rapport à la même période de l'année dernière.

L'augmentation s'explique par l'évolution des composantes volatiles, résultant du rythme de hausse plus rapide des prix des fruits et légumes induit par les inondations survenues en Chine du Sud et par une nouvelle vague de Covid-19 à Pékin, qui ont perturbé les circuits de distribution. Les prix des fruits et légumes, qui s'étaient contractés de -8,5% en mai, ont enregistré une hausse de 4,2% en g.a. en juin. Par ailleurs, les prix du porc continuent de peser sur l'évolution de l'indice, avec une hausse de 81,6% en juin, contre 81,7% en mai. Néanmoins, l'inflation sous-jacente (corrigée des composantes volatiles des produits alimentaires non-transformés et de l'énergie) a continué de fléchir en juin, revenant de 1,1% en mai à 0,9% en g.a..

S'agissant des prix à la production, l'IPP (Indice des Prix à la Production) a continué de se contracter en juin, tout en enregistrant une légère inflexion par rapport au mois de mai (-3,0% en g.a. contre -3,7% le mois précédent). Au premier semestre, l'IPP enregistre une contraction de 1,9% par rapport à la même période de l'année dernière. Si le rebond de la demande explique partiellement cette inflexion des pressions déflationnistes à l'œuvre depuis plusieurs mois sur l'économie chinoise, l'inflexion est également imputable à la hausse des prix du pétrole sur la période. Il faudra voir si au cours des prochains mois, les prix à la production, dont l'évolution sur un mois est positive, seront en mesure de confirmer l'inflexion enregistrée en juin.

La PBoC ne peut que se réjouir des évolutions en cours, même si elle reste très probablement préoccupée par la poursuite du recul de l'inflation sous-jacente, indicateur des tendances lourdes de l'indice des prix. Dans une approche monétariste, elle devrait continuer de poursuivre dans la voie des baisses de taux directeurs et de réserves obligatoires, afin d'injecter un volume de liquidité plus important dans l'économie. Cela étant, au vu des effets pervers induits (cf. brève sur les marchés boursiers infra), il est probable qu'elle s'abstiendra et qu'elle privilégiera davantage des outils macro-prudentiels pour orienter le crédit vers tel ou tel type de secteur et/ou de banque.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Augmentation des réserves de change de 10,6 Mds USD en juin

D'après les données publiées par la SAFE le 7 juillet, les réserves de change ont augmenté modérément de 10,6 Mds USD en juin, passant de 3102 à 3112 Mds USD. Cette variation est imputable aux effets de valorisation résultant de la dépréciation du dollar de 1% sur la période face aux principales devises. Le niveau atteint constitue un plus haut depuis cinq mois et la variation des réserves converge vers le consensus, qui prévoyait une progression de 19Mds USD en juin.

L'évolution des réserves de change de la Chine (ou du CNY) est subordonnée à deux évolutions contradictoires : l'excédent courant devrait s'accroître en 2020, contrairement à ce qui s'était passé en 2009, année durant laquelle il était revenu de 9,2% du PIB en 2008 à 4,8% du PIB. Plusieurs facteurs favorables, la demande extérieure de matériel et fourniture médicaux, le net recul des prix des hydrocarbures et la perspective d'une amélioration du déficit des services, résultant de la diminution des flux touristiques hors de Chine devraient contribuer à l'augmentation de l'excédent courant chinois. A cet égard, le solde courant enregistré au T1 2020, déficitaire de 33 Mds USD, ne devrait pas être représentatif de l'ensemble de l'année. Néanmoins, les évolutions du compte financier, déterminantes pour l'évolution du taux de change, sont soumises à nombre d'aléas. En dépit des tensions géopolitiques actuelles, la demande de titres financiers (actions et obligations) chinois a été nourrie, consécutivement à l'amélioration de la conjoncture en Chine et aux dégagements sur actions effectués au T1 2020 par les non-résidents (10 Mds USD), qui se sont inversés depuis, en liaison avec le net recul de l'aversion au risque et la volonté d'ouverture financière de la Chine. Pour autant, si les investisseurs étrangers ont semblé écarter la variable géopolitique, il n'est pas certain que celle-ci continue de demeurer au second plan au cours des prochains mois.

Poursuite de la tendance haussière sur les marchés boursiers chinois

Les marchés boursiers chinois, mesurés à l'aune des principaux indices (CSI 300, Shanghai Composite, Shenzhen Composite) ont continué de progresser au cours de la semaine sous revue, malgré la recrudescence des tensions géopolitiques et en l'absence de statistiques notables publiées sur la période. Le CSI 300, qui s'inscrivait le 9 juillet 2020 à la clôture, à quelque 4840, soit une hausse de 16% depuis la fin juin, se rapproche ainsi de son niveau le plus élevé, atteint ponctuellement en juin 2015 (5300). Certaines données en demi-teinte, telles les chiffres préliminaires de l'Association chinoise des voitures particulières, qui ont fait état d'un recul de 8% des ventes de véhicules en juin, n'ont guère pesé sur l'évolution de la cote, même si elles confirment la poursuite d'une demande médiocrement orientée. Toutefois, les indicateurs avancés publiés la semaine dernière (PMI de juin), ainsi que le Rapport de politique monétaire publié par la PBoC pour le deuxième trimestre, qui reflète une révision à la hausse de son diagnostic macroéconomique, expliquent en partie l'évolution favorable des marchés chinois.

Les actions chinoises, telles que reflétées par l'indice CSI 300 constitué des principales valeurs cotées à Shanghai et à Shenzhen, progressent de 14,6% entre le 1^{er} juillet et le 8 juillet. Les investisseurs particuliers sont probablement revenus en force sur le marché boursier, dans un contexte de liquidité abondante et de pertes enregistrées par certains supports de placements (certains *Wealth Management Products*); les positions emprunteuses (*margin debt*) seraient également particulièrement nourries, les particuliers finançant leurs positions longues sur actions par des positions courtes en *cash* contre titres remis en garantie. Toutefois, ces dernières demeurent très



éloignées du pic des positions courtes atteintes en 2015 (1200 Mds RMB contre 2300 Mds RMB) mais s'inscrivent en forte progression depuis début juin, avec une ouverture de plus de 85000 nouveaux comptes ouverts auprès de courtiers en juin, soit une hausse de plus de 33% par rapport à la moyenne mensuelle de 2019. Les investisseurs non-résidents ne sont pas en reste, les volumes de négociation (*trading*) atteignant 200 Mds RMB le 7 juillet, contre un volume moyen quotidien ne dépassant pas 80 Mds RMB en juin sur le *Stock Connect*.

La tendance haussière pourrait se poursuivre, à la faveur de la poursuite des injections de liquidité de la PBoC et du fait que les PER estimés ne font pas état d'une surévaluation des cours des entreprises de la cote. Toutefois, l'incidence négative du contexte géopolitique ne doit pas être sous-estimée. Par ailleurs, la publication des résultats provisoires des entreprises au mois d'août pourrait décevoir les attentes des investisseurs.

HSBC renforce sa présence en Chine

Selon les informations publiées le 3 juillet par Bloomberg News, HSBC a annoncé au moment de l'introduction de la « *Loi sur la Sécurité Nationale à Hong Kong* » qu'elle ouvrirait de nouveaux services de gestion de patrimoine et d'assurance, destinés dans un premier temps à la clientèle *premium* de Canton et Shanghai, avant d'être élargis à l'ensemble de la Chine. Ces services reposeraient sur des applications numériques d'aide à la décision en matière de gestion financière patrimoniale. La Banque a pour ce faire recruté une centaine de spécialistes. Elle envisage également de créer une société fintech soutenant le développement d'activités connexes. HSBC a déclaré dans un communiqué publié le mois dernier qu'elle continuerait à investir en Chine et de financer le développement de l'économie chinoise. Le service des activités de banque privée du groupe a également déclaré en mars dernier que le nombre de ses clients milliardaires chinois dans la Grande Chine devrait tripler au cours des trois prochaines années. L'épargne mobilière potentielle des ménages chinois représenterait environ 90 000 Mds CNY (13 000 Mds USD). Dans le contexte des annonces d'ouverture du marché chinois qui se sont en partie matérialisés depuis le Boao Forum de 2018, les institutions financières internationales considèrent souvent la gestion de fortune comme le principal objectif de leurs activités en Chine.

Pour mémoire, si l'institution a son siège à Londres, une part prépondérante des revenus de HSBC provient de l'Asie. Hong Kong et la Chine continentale qui représentent un peu moins de la moitié du volume d'activité d'HSBC, contribuent pour plus de 60% aux bénéfices avant impôt de la banque. Dans le cadre d'une réforme importante au sein de HSBC, il est envisagé de supprimer 35 000 postes ainsi que des activités non performantes du groupe en Europe et aux Etats-Unis, le redéploiement de l'activité s'effectuant vers l'Asie.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations Chine-US : plus de 40 associations d'entreprises américaines exhortent la Chine à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre l'accord de phase 1

Dans une lettre envoyée le 6 juillet au secrétaire au Trésor Steven Mnuchin, au représentant américain au commerce Robert Lighthizer et au vice-Premier ministre chinois Liu He, une quarantaine d'associations d'entreprises¹, dirigées par la *U.S. Chamber of Commerce*, ont exprimé leur soutien à l'accord de phase 1 et ont enjoint les deux parties - en particulier la Chine - de "redoubler d'efforts pour mettre en œuvre tous les aspects de l'accord".

La lettre appelle également les agences gouvernementales et les entreprises publiques chinoises à "jouer un rôle de premier plan en augmentant leurs achats d'exportations américaines", demande de supprimer les politiques « d'achat local » pour les équipements médicaux et de renforcer la protection des brevets pharmaceutiques.

Les achats chinois de produits américains prévus par l'accord de phase 1 sont loin d'atteindre l'objectif fixé : 26,9 Mds USD en mai pour l'ensemble des produits couverts (loin des 59,5 Mds USD d'importations mensuelles nécessaires pour atteindre l'objectif de 142,7 Mds USD fixé pour 2020²). D'après le *Wall Street Journal*, plusieurs obstacles se heurtent à la mise en œuvre de l'accord, notamment l'effort chinois d'une plus grande autonomie dans les chaînes d'approvisionnement ainsi que le projet lancé l'année dernière visant à remplacer le matériel étranger par du matériel chinois dans les agences gouvernementales, les entreprises de télécommunications et les réseaux électriques d'ici la fin de l'année prochaine.

Covid- 19 : la Chine suspend les importations de deux autres établissements de viande du Brésil en raison des préoccupations liées à l'épidémie

La Chine suspend temporairement les importations en provenance d'une usine de BRF à Lajeado et d'une usine de marque Seara appartenant à JBS à Tres Passos, toutes deux dans le sud de l'État de Rio Grande do Sul au Brésil, selon un communiqué publié sur le site de l'Administration générale des douanes chinoises (GACC).

Le communiqué ne donne pas les raisons de la suspension, mais le Brésil est affecté par la deuxième pire épidémie de Covid-19 au monde derrière les États-Unis.

La Chine est le plus gros acheteur de viande du Brésil (4,1 Mds USD d'importations en 2019). Elle a demandé aux exportateurs de viande de certifier à l'échelle mondiale que leurs produits sont exempts de coronavirus, ce que BRF, JBS et d'autres conditionneurs de viande brésiliens ont déjà fait.

Au total, six usines de viande du Brésil ont été empêchées d'exporter vers la Chine du fait de milliers de cas de COVID-19 parmi les travailleurs des abattoirs du pays.

BRF a déclaré que la suspension n'avait pas été transmise, et qu'elle ne l'a découverte que via le site de la GACC. Mais la société a également déclaré qu'elle travaillait déjà avec les autorités brésiliennes et chinoises pour rétablir les exportations de l'établissement le plus rapidement possible.

¹ Dont le *U.S. China Business Council* et des associations d'entreprises des secteurs de l'aérospatial, des semi-conducteurs, de l'automobile et de la pharmacie.

² D'après le *US-China phase one tracker* du think tank *Peterson Institute for International Economics*.



JBS a déclaré dans un communiqué qu'elle ne commenterait pas la décision. Elle prenait diverses mesures pour garantir que ses produits soient de la plus haute qualité et que ses travailleurs soient protégés.

Le ministère brésilien de l'Agriculture a déclaré qu'il ne ferait de commentaires qu'après avoir reçu une communication officielle de la Chine sur la question.

Commerce extérieur : Baisse de 33 % des exportations françaises vers la Chine au cours des cinq premiers mois de l'année du fait de la chute des ventes aéronautiques

Selon les douanes françaises, sur les cinq premiers mois de l'année, les exportations françaises vers la Chine ont chuté de 33,4 % en glissement annuel pour atteindre 5,9 Mds EUR (-48,0 % en janvier ; -36,5 % en février ; -10,8 % en mars ; -25,4 % en avril ; -39,3 % en mai). Hors ventes aéronautiques, les exportations ont diminué de 1,7 % sur les cinq premiers mois (à 5,2 Mds EUR). Les ventes du secteur aéronautique se sont en effet effondrées (-79,8 % à 641 MEUR) et ne représentent que 10,9 % de nos ventes (à comparer à 39,7 % entre janvier et mai 2019). Les exportations de véhicules automobiles ont été quasiment nulles (-96,8 % à 1,6 MEUR).

En revanche, les exportations de produits pharmaceutiques ont bondi (+24,2 % à 608 MEUR) malgré la diminution de 17,1 % (à 89 MEUR) sur le seul mois de mai. Les exportations des secteurs agricole et agroalimentaire ont augmenté (+9,2 % à 1,1 Md EUR) tirées par la forte hausse des exportations de viande (+37,0 % à 174 MEUR) et des produits de la culture et de l'élevage (+433,4 % à 265 MEUR). Les exportations de produits chimiques, cosmétiques et de parfum (+5,8 % à 1,1 MEUR) ont également été dynamiques.

Les importations françaises de biens chinois n'ont que légèrement diminué sur les cinq premiers mois de 2020 (-0,7 % à 20,7 Mds EUR) grâce à la remontée enregistrée en mai (+21,6 % à 5,0 Mds EUR), notamment du fait de la hausse des importations de masques de protection (de 19 MEUR en mai 2019 à 1,5 Md EUR en mai 2020). Sur les cinq premiers mois, les importations d'équipements électriques et ménagers (-10,3 % à 2,4 Md EUR), de téléphones (-11,0 % à 1,9 Md EUR) et d'ordinateurs (-1,4 % à 2,0 Md EUR) ont diminué.

Au total, entre janvier et mai 2020, le déficit français vis-à-vis de la Chine a augmenté de 23,3 % à 14,8 Mds EUR (+2,8 Md EUR par rapport à la même période l'an dernier).

Echanges de biens entre la France et la Chine entre janvier et mai 2020

	Montant (Mds EUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	26,6	-10,5 %
Exportations françaises	5,9	-39,3 %
<i>Matériel de transport</i>	<i>0,7</i>	<i>-80,4 %</i>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	<i>1,1</i>	<i>+9,2 %</i>
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	<i>1,1</i>	<i>+5,8 %</i>
Importations françaises	20,7	-0,7 %
<i>Informatique, électronique</i>	<i>5,1</i>	<i>-6,4 %</i>
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	<i>5,0</i>	<i>+36,2 %</i>
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	<i>2,4</i>	<i>-10,3 %</i>
Balance commerciale	-14,8	+23,3 % (augmentation du déficit de 2,8 Md EUR)



CLIMAT DES AFFAIRES

Contrôle des exportations : l'Assemblée nationale populaire publie un nouveau projet de loi sur le contrôle des exportations

Le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) a récemment publié [un nouveau projet de loi sur le contrôle des exportations](#), ouvert aux commentaires publics jusqu'au 16 août 2020. Plusieurs changements importants ont été introduits, dont :

- l'interdiction explicite de fournitures de services connexes à l'exportation illégale de « biens sensibles », notamment les services financiers et de transport ;
- la pénalisation des entreprises présentes à l'étranger constituant des « menaces à la sécurité nationale » de la Chine, notamment par l'entrave à son obligation de non-prolifération nucléaire ;
- la suppression du délai de 45 jours pour le traitement de la demande de permis d'exportation pour les biens à double usage ;
- la suppression de l'obligation d'un mécanisme de *compliance* au sein de l'entreprise exportatrice (qui n'est plus que encouragé).

La loi définitive pourrait être adoptée début 2021.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Economie numérique : déjà bloquée en Inde, l'application TikTok pourrait être prochainement interdite aux Etats-Unis et en Australie

Lundi 6 juillet, le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo [a déclaré](#) que le gouvernement américain « envisageait » (*look into*) d'interdire aux Etats-Unis certaines applications mobiles d'origine chinoise. Cette mesure viserait en premier lieu TikTok, application de vidéos courtes du groupe ByteDance, dont le siège est situé à Pékin. Les Etats-Unis sont un marché crucial pour TikTok qui y a été téléchargé 180 M de fois selon Sensor Tower. M. Pompeo a justifié cette réflexion en indiquant que les utilisateurs ne devaient utiliser ces applications que s'ils acceptaient que « leurs données soient dans les mains du Parti Communiste Chinois (PCC) ». En Australie, un parlementaire a réclamé des mesures similaires alors que le président de l'Australia's Select Committee on Foreign Interference Through Social Media a [exprimé](#) des inquiétudes sur la politique de TikTok en matière de collecte des données et de modération de ses contenus. Le 29 juin, les autorités indiennes avaient déjà banni TikTok, ainsi que 58 autres applications d'origine indienne, dans un contexte de fortes tensions entre les deux pays voisins.

TikTok [nie](#) ces accusations, mettant en avant la nationalité américaine de Kevin Mayer, le nouveau CEO de TikTok. Confirmant une tendance observée depuis plusieurs mois, TikTok communique sur sa volonté d'autonomiser ses activités de ByteDance, sa maison-mère basée à Pékin. Selon le [Wall Street Journal](#), les récentes restrictions sur le marché international auraient poussé TikTok à accélérer les démarches pour créer un nouveau quartier général international hors de Chine (Singapour, Londres ou Dublin), voire établir un nouveau conseil d'administration. De même, des médias chinois [regrettent](#) que le concept de « sécurité nationale », pourtant omniprésent dans le discours et les réglementations des autorités chinoises, soit invoqué par ces pays pour justifier toute décision « inexplicable », considérant TikTok comme une « victime sacrificielle de la géopolitique » (地缘政治牺牲品). Le Global Times, porteur d'une vision souvent nationaliste de la politique étrangère chinoise, [souligne](#) de son côté la prise de parole cette semaine du Président français Emmanuel Macron sur TikTok pour féliciter les nouveaux bacheliers.

L'application a également [annoncé](#) cette semaine son retrait de Hong Kong en réaction à l'application de la nouvelle loi sur la Sécurité nationale, tout en précisant que Douyin, la version chinoise de TikTok, n'y serait pas déployée. TikTok ne compte que 150 000 utilisateurs à Hong Kong, un marché qui serait déficitaire pour l'application.

Parallèlement, l'entreprise fait, depuis le mois de juillet 2020, l'objet de deux enquêtes en [Grande Bretagne](#) et aux [Etats-Unis](#), respectivement, concernant son usage des données personnelles relatives aux mineurs.

Cybersécurité : la Chine publie un projet de loi sur la sécurité des données (Data Security Law)

Le 2 juillet 2020, le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) chinoise a rendu public, pour consultation, un projet de Loi sur la sécurité des données. Le texte vise à fournir un cadre juridique à la sauvegarde des « données » (enregistrements d'informations sous forme électronique et non électronique) et notamment des « données importantes », définies de manière vague comme « les données qui, en cas de fuite, pourraient directement affecter la sécurité nationale de la Chine, la sécurité économique, la stabilité sociale, la sécurité ou la santé publique » - à l'exclusion toutefois des données impliquant des secrets d'Etat, des données personnelles et des informations militaires, qui sont régies par d'autres textes.

Parmi les principaux points saillants de ce texte :

- La responsabilité de la définition de ce qui constitue des données « importantes » est confiée aux gouvernements régionaux ainsi qu'aux départements du gouvernement central. Si la loi est promulguée en l'état, il faudrait donc s'attendre à de nombreux documents complémentaires spécifiant les critères de définition des données « importantes » en fonction de chaque province et de chaque industrie ; les mesures de protection attenantes pourraient donc également varier de territoire en territoire et selon l'industrie considérée...
- Au niveau central, plusieurs mécanismes devraient être créés : (1) un mécanisme centralisé d'évaluation du risque, de partage d'information, et d'alerte précoce ; (2) un système de réponse d'urgence ; (3) un système de « revue de sécurité nationale » (*national security review*) censé examiner les « activités liées aux données » (collecte, stockage, traitement, utilisation, transaction, publication, etc.) susceptibles de poser un risque à la sécurité nationale ;
- Suivant une tendance récente (cf. loi sur la sécurité nationale imposée à Hong Kong ce mois-ci), le projet de loi revêt une dimension extraterritoriale : le texte se veut en effet couvrir non seulement les « activités liées aux données » réalisées en Chine mais également celles des organisations et individus situés hors de Chine.
- Dans un effort de « réciprocité négative », et bien que le marché chinois du stockage des données soit très contraints pour les investisseurs étrangers (obligés de créer des co-entreprises), l'article 24 mentionne enfin que, si des Etats ou des régions agissent de manière discriminatoire envers la Chine en matière de commerce ou d'investissement liés aux données, la Chine se réserve le droit de prendre des mesures similaires.

Le 8 juillet, le Bureau Général du Conseil des Affaires de l'Etat a par ailleurs annoncé, avec deux mois de retard, son programme législatif pour l'année 2020. Dans le domaine des sciences et technologies, plusieurs lois importantes devraient voir le jour cette année: (1) sur les critères de cybersécurité pour les infrastructures de données-clés ; (2) sur la gestion des vols de drones ; (3) sur les incitations dans le domaine de la recherche ; (4) sur la sécurité de la recherche en biotechnologie et (5) sur la protection des mineurs dans le cyberspace.

Politique industrielle : les entreprises chinoises enregistrent des succès dans la standardisation de la 5G et du *big data*

Le 3 juillet 2020, le 3GPP, a annoncé la version R16 des normes de la 5G, marquant une nouvelle étape dans le développement des normes de cette technologie. Alors qu'une grande partie des principaux standards d'infrastructure ont d'ores et déjà été adoptés, cette nouvelle phase se concentre sur le domaine applicatif de la 5G, en se concentrant notamment sur le domaine des véhicules connectés (V2X) et des applications industrielles qui nécessitent une faible latence et un haut niveau de fiabilité. Les standards R16 visent à rendre la technologie 5G « facile à utiliser » (好用) alors qu'elle était jusqu'à alors seulement « utilisable » (能用). Selon [Yicai](#), la contribution des entreprises chinoises (notamment Huawei, ZTE, mais aussi les trois opérateurs nationaux) à la définition de ces nouveaux standards a été « immense » et illustre l'intégration de la « sagesse chinoise » (中国智慧) dans les standards internationaux. Cette expression traduit une affirmation croissante de la rhétorique de la Chine en matière de standardisation alors que le pays mentionnait seulement un « droit de parole » (话语权) en la matière. Pour rappel, le 3GPP est un organisme sectoriel privé de normalisation du secteur des télécommunications dont les travaux sont complémentaires de ceux de l'Union Internationale des Télécommunication, qui est une organisation internationale.



Dans le domaine de l'architecture des données (*big data*), deux propositions soumises par la China Academy of Information and Communications Technology (CAICT) ont été officiellement [adoptées](#) par l'Union Internationale des Télécommunications. Il s'agit de dispositions générales concernant l'organisation de du stockage des données : l'« *assessment framework for big data infrastructure* » (UIT-T F.743.20.) et « *framework for data asset management* » (UIT-T F.743.21)

Economie numérique : le rapport d'un think tank officiel témoigne du poids croissant de l'économie numérique en Chine

Le 2 juillet, la China Academy of Information and Communications Technology (CAICT), un think tank lié au Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), a publié son « livre blanc sur le développement de l'économie numérique en Chine » pour l'année 2020. Selon CAICT, « l'économie numérique » aurait contribué à hauteur de 36,2% au PIB chinois en 2019, soit une augmentation de 1,4 point de pourcentage et 15,6% en valeur absolue. La CAICT indique que l'économie numérique ne représentait que 14,2% du PIB chinois en 2005, une référence qui permet de rendre compte des progrès du pays en la matière. A l'échelle nationale, Pékin et Shanghai se placent à l'avant-garde, de cette tendance, « l'économie numérique » y représentant plus de 50% du PIB, contre moins de 20% dans les provinces intérieures telles que la Mongolie intérieure, le Gansu ou le Qinghai. Le Guizhou, qui accueille de nombreux serveurs de *big data*, mais aussi le Fujian et Chongqing sont parmi les provinces où le développement de l'économie numérique a été le plus rapide en 2019.

Le rapport se montre en particulier positif sur la numérisation de la production économique (产业数字化) qui a connu un « développement stable » en 2019 caractérisé par une « consolidation de ses fondations » et un « renforcement de ses structures internes ». Selon la CAICT, la numérisation des différents secteurs de production a généré 28 800 Mds CNY (3 650 Mds EUR- 29% du PIB) en 2019, en augmentation de 11,1% sur un an. Alors que l'internet industriel est une priorité du gouvernement depuis l'initiative « internet + » (2015), la CAICT considère en revanche que les effets de son intégration à l'économie « commencent à apparaître », une formulation qui témoigne du retard pris par la Chine en la matière ces dernières années.

CAICT note également des progrès en matière de gouvernance numérique, que ce soit pour la gestion des « villes intelligentes » ou pour la mise en place de mécanismes d'e-gouvernement, y compris à l'échelle locale. Les mesures de contrôle sanitaires via des outils numériques prises dans le cadre de la lutte contre le covid-19 sont notamment mentionnées. Enfin, la CAICT se félicite de la construction d'un système national de gestion des données permettant une meilleure gestion et utilisation de celles-ci.

Par ailleurs, le rapport présente le e-commerce, dont Alibaba est l'un des leaders mondiaux, comme l'une des principales « incarnations » de l'internationalisation de l'économie numérique. L'internationalisation des plateformes internet chinoises est également présentée comme une tendance qui se renforce, celles étant passées d'un « rattrapage basé sur la copie » (模仿追赶) à une position de « leadership dans l'innovation » (创新引领).

[Lire le livre blanc sur le développement de l'économie numérique en Chine \(2020- en chinois\)](#)

Economie numérique : la World Artificial Intelligence Conference se tient à Shanghai

Cet événement, organisé par la municipalité de Shanghai, a lieu du 10 au 12 juillet et rassemble les dirigeants des principales entreprises technologiques chinoises de l'internet (Baidu, Alibaba, Tencent, etc.) mais aussi certaines spécialisées dans l'intelligence artificielle (Yitu, SenseTime, IFlytek) ainsi que



des experts chinois et étrangers issus du monde académique. A noter également la participation des dirigeants de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), Zhao Houlin, et de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), Li Yong. Certains dirigeants d'entreprises étrangères ont également participé. Parmi eux, Elon Musk, CEO de Tesla, a annoncé par visioconférence que son groupe était « très proche » d'atteindre le niveau 5 d'autonomie pour la conduite, ajoutant être confiant que Tesla franchirait ce cap avant la fin de l'année 2020.

Parmi les nombreuses conférences annexes, un forum « mondial » s'est tenu sur le thème de la gouvernance de l'intelligence artificielle. Pour rappel, la Chine a publié en 2017 un « [plan de développement pour une nouvelle génération d'intelligence artificielle](#) », selon lequel la Chine ambitionne de devenir leader mondial dans le secteur dès 2030 et d'influencer le processus international de standardisation. L'utilisation de l'IA à des fins de défense nationale constitue l'une des grandes priorités de ce plan.

Cette conférence a aussi été l'occasion de distinguer un certain nombre de projets innovants dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), menés en majorité par des entreprises chinoises (Huawei, Tencent, WeRide, JD) mais aussi par certains groupes étrangers (Bosch, NVidia, Siemens). Les secteurs de la mobilité autonome, de la médecine mais aussi du design de puces pour l'IA ont été particulièrement mis à l'honneur.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transport aérien : voyager sur un vol international depuis ou vers la Chine est devenu une expérience difficile et... très chère

Le 3 juillet 2020, Pékin a levé l'obligation de fournir un test négatif au COVID-19 pour les voyageurs issus de zones à faibles risques et désireux de sortir de la capitale. Un pic de demande a été constaté dans les jours suivants pour les réservations de billets d'avions (+500 %). Le trafic intérieur a repris, à - 29 % en glissement annuel, mais en retrouvant le niveau du 11 au 15 juin, avant l'explosion d'un nouveau foyer de COVID-19 à Pékin.

S'agissant des vols internationaux, peu d'évolutions notables sont à constater. Dans [la réglementation chinoise actuelle, publiée le 4 juin](#), les compagnies étrangères doivent solliciter des autorisations exceptionnelles pour chaque vol délivrées par les autorités locales chargées des contrôles sanitaires au point d'entrée en Chine. Il s'agit d'une disposition inédite et dérogoire au regard des accords bilatéraux en matière de transport aérien signés par la Chine. Très peu de compagnies étrangères ont obtenu jusqu'alors ces autorisations de la part de Shanghai, principale porte d'entrée en Chine pour l'international, en temps normal. Les autorités locales ont décidé de restaurer un facteur de charge de 75 % des capacités pour les vols internationaux à destination de Shanghai, à partir du 9 juillet. En outre, la desserte de Pékin est rendue quasi-impossible du fait des déroutements avec escale sanitaire préalable (qui perdurent pour une durée indéfinie). Les compagnies se rabattent sur la reprise de desserte sur des villes de second rang comme Nankin, où Lufthansa opère un second vol hebdomadaire depuis Francfort ou encore Neos, qui ouvre une unique liaison régulière hebdomadaire vers Milan.

Par ailleurs, en vertu de sa récente réglementation, la Chine se réserve le droit de suspendre sans préavis ni recours des vols d'une semaine sur l'autre, pour des durées variables, en fonction du nombre de passagers testés positifs au COVID-19 à l'entrée sur le territoire chinois. Ces décisions, sans appel et sans recours, ont conduit à la suspension de quatre liaisons à ce jour : le vol de Sichuan Airlines entre Le Caire et Chengdu (le 27 juin, pour une semaine), deux vols entre Dacca et Canton par China Southern (11 juin, pour un mois) et Bangladesh Biman Airlines (6 juillet, pour une semaine), un vol entre Moscou et Pékin, via escale à Shenyang, par Air China (10 juillet, pour une semaine).

Selon les informations de l'Administration de l'aviation civile (CAAC), avant l'épidémie de COVID-19, 30 compagnies aériennes chinoises et 123 compagnies étrangères opéraient des vols internationaux de passagers vers la Chine. Aujourd'hui, 11 compagnies aériennes chinoises et 95 compagnies aériennes étrangères n'ont toujours pas été autorisées à reprendre des services aériens internationaux. La CAAC estime que le nombre de passagers entrants en Chine est passé de 25 000 par jour avant l'épidémie, à environ 3 000 aujourd'hui. L'attrition de l'offre aérienne de vols internationaux, conséquence de la réglementation chinoise actuelle, crée une immense pression sur la demande, conduisant à des tarifs vertigineux.

A titre d'illustration, un aller simple en classe économique sur un vol Air China entre Londres Heathrow et Shanghai Pudong coûtait 16 710 RMB (2 100 €) au 20 mars dernier, au moment de la sortie de la crise épidémique en Chine. Aujourd'hui, il s'établit à près de 30 000 RMB (3 800 €). Cette inflation se révèle dans des proportions encore plus importantes en classe affaire. De plus, grâce à des outils informatiques de détection de toutes nouvelles offres de commercialisation sur Internet, certaines agences préemptent les réservations disponibles pour réaliser des marges substantielles à la vente aux passagers. Cela accroît le phénomène de spéculation sur les billets d'avion, par un phénomène de cercle vicieux, dans la mesure où les compagnies aériennes peuvent être tentées de s'aligner sur de tels tarifs pour préserver leurs ventes directes. Dans certains cas, des sommets prohibitifs sont atteints sur certaines liaisons, où les billets en classe économique se négocient à plus de 100 000 RMB (12 600 €).



Développement durable : expérimentation de gouvernance du développement vert dans le cadre de la stratégie de développement intégré du delta du Yangtsé

La municipalité de Shanghai, les provinces du Jiangsu et du Zhejiang ont lancé conjointement début juillet une zone pilote de gouvernance intégrée du développement vert. Cette zone s'étend sur trois districts à la frontière entre les trois territoires : Qingpu à Shanghai, Wujiang dans le Jiangsu et Jiashan dans le Zhejiang. Ce projet-pilote comporte 22 mesures d'appui, fondées sur un fonds de plus de dix milliards de yuans sur 3 ans (env. 1,3 Mds €) : protection des terres agricoles, droits de gestion renforcés pour le comité exécutif de la zone pilote, meilleure utilisation des ressources foncières, construction d'infrastructures numériques, partage des services publics entre les trois districts, etc.

« En conclusion, l'idée principale est de résoudre les problèmes causés par les divisions administratives et de concilier la protection de l'environnement et le développement économique en introduisant des industries respectueuses de l'environnement », a indiqué M. MA Chunlei, Directeur de la Commission municipale de Shanghai pour le développement et la réforme et Directeur du comité exécutif de la zone pilote.

Pour mémoire, le développement intégré de la région du delta du Yangtsé, une des stratégies d'importance nationale, a été proposé par le Président chinois XI Jinping fin 2018. Une planification du projet a été publiée par le Conseil des affaires d'Etat en 2019. L'expérimentation de gouvernance de développement vert dans une zone pilote est considérée comme une étape importante de la mise en place de la stratégie de développement intégré du delta du Yangtsé.

Source en chinois : http://www.acfic.org.cn/ddgh/sjzc/202007/t20200706_239982.html

Développement durable : le Zhejiang lance un programme de protection de l'environnement dans le secteur de la livraison à domicile

La province du Zhejiang a récemment lancé un programme ayant pour objectif de contrôler la pollution liée aux déchets d'emballage dans le secteur de la livraison à domicile. L'Administration postale provinciale du Zhejiang entend lancer une « alliance des emballages verts », regroupant des grandes entreprises de livraison, des producteurs d'emballages pour la livraison, des universités, des instituts de recherche scientifique, des organisations de certification et des organisations professionnelles, afin de promouvoir l'économie circulaire dans la production, l'utilisation, la collecte et le recyclage des emballages. Le Zhejiang a déjà établi une liste noire des entreprises de livraison et de production d'emballages qui ont utilisé des substances toxiques et nocives ou des matériaux non-respectueux de la protection de l'environnement.

Pour mémoire, le Zhejiang est une province stratégique en termes de commerce en ligne et de livraison à domicile, car elle accueille le siège social d'Alibaba. Pour les deux premiers trimestres de cette année, les activités de livraison à domicile de la province ont atteint env. 7 milliards de colis, soit une augmentation de 28 % en glissement annuel. Par ailleurs, la nouvelle loi sur la prévention et le contrôle de la pollution de l'environnement par les déchets solides adoptée en avril dernier encourage les acteurs du e-commerce et de la livraison à domicile à utiliser des emballages recyclables (cf. Brèves du SER du 27 avril 2020).

Source en chinois : http://www.gov.cn/xinwen/2020-07/07/content_5524814.htm

Aéronautique : la certification chinoise des ATR 42-600 se poursuit

ATR a annoncé avoir réalisé à Toulouse le 3 juillet dernier des vols d'essai avec l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) et l'agence européenne de la sécurité aérienne (EASA), dans le cadre du processus de certification de ses avions régionaux, qui ouvrirait à la compagnie franco-italienne les portes du marché chinois au cours du second semestre 2020. Longtemps suspendue à la conclusion de l'accord UE-Chine sur la sécurité dans l'aviation civile (BASA, signé le 20 mai 2020), la certification des appareils régionaux turbopropulseurs ATR a connu des avancées depuis l'automne 2019, la CAAC s'étant engagé à finaliser le processus en 2020, dans le sillage des annonces du plan d'action franco-chinois des chefs d'Etat, adopté lors de la visite présidentielle de novembre 2019.

Le marché régional est encore peu développé en Chine. Il y a 164 avions de moins de 100 places à ce jour (soit 2,5 % de la flotte globale, à comparer à une moyenne de 25 % sur le plan mondial sur ce segment). La flotte actuelle est composée d'appareils d'origine étrangère (Embraer, Bombardier) et de quelques avions produits par des avionneurs chinois, l'ARJ-21 de COMAC et les MA60/600 de Xi'an Aircraft (groupe AVIC). ATR estime que le marché régional chinois est appelé à se développer considérablement dans les années à venir, porté par les objectifs des plans quinquennaux en la matière (développements d'infrastructures aéroportuaires, etc.). Selon les estimations de la compagnie franco-italiennes, ce sont 800 routes commerciales qui pourraient voir le jour d'ici une vingtaine d'années qui seraient opérées, pour le segment visé par ATR, par environ 800 avions de l'aviation générale (moins de 50 sièges) et 300 avions régionaux (moins de 100 places). A noter que Xi'an Aircraft travaille de son côté à son propre turbopropulseur, dont le vol inaugural est également attendu pour le second semestre 2020.

Energie : la NEA communique sur son programme d'innovation dans le secteur de l'énergie

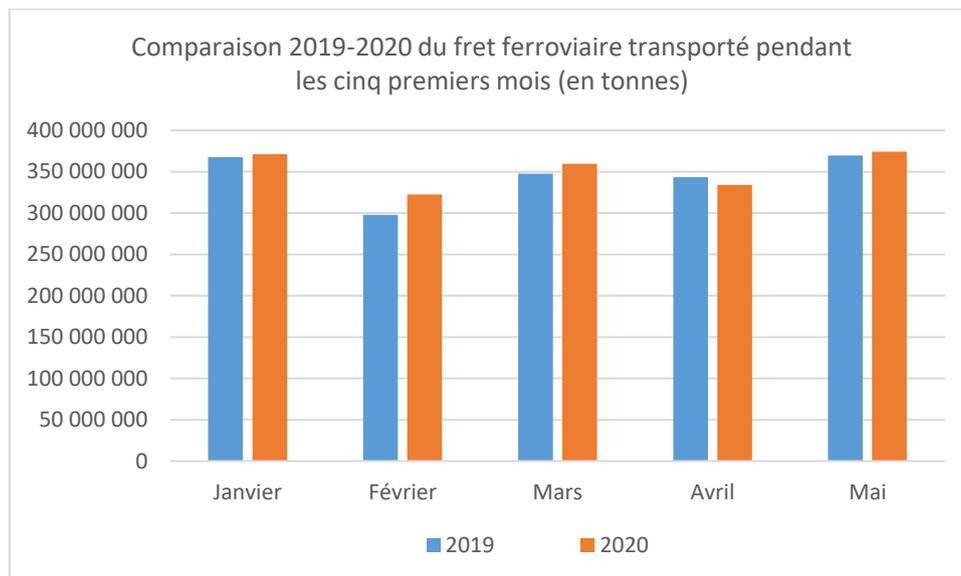
L'Administration nationale de l'énergie (NEA) vient de communiquer sur son programme d'innovation dans le secteur de l'énergie, programme mené conjointement avec le Ministère des sciences et technologies et visant à contribuer à la relance économique. 10 projets de recherche ont été sélectionnés pour recevoir un soutien financier de l'ordre du million de yuan chacun, et visant à développer les technologies suivantes : conception de turbines à gaz adaptées à un fonctionnement flexible, développement de piles à combustible longue durée et haute performance pour des véhicules lourds à hydrogène, développement d'une plateforme de centrale électrique virtuelle, conception de puces dans le domaine de l'énergie, projet de déploiement à grande échelle d'un système de capture du dioxyde de carbone pour les centrales thermiques, développement d'une plateforme de mégadonnées pour la gestion de la demande énergétique des entreprises, développement de l'extraction « intelligente » du charbon, amélioration de l'extraction du pétrole et du gaz de schiste, etc.

Outre ces programmes d'innovation dédiés, le secteur de l'énergie bénéficie de soutiens publics multiples. Par exemple, le Ministère des finances vient d'annoncer la création d'un fonds spécial dédié au financement des énergies propres pour la période 2020-2024. Son champ d'application est large, et concerne aussi bien les énergies renouvelables que fossiles dites « propres ».

[Voir le document de la NEA](#)

Transport ferroviaire : hausse de 2,1 % du volume de fret transporté sur les cinq premiers mois de 2020 ; baisse de 53,9 % de la fréquence de passager au premier semestre

En mai, le fret transporté par voies ferroviaires s'établit à 374 M de tonnes, soit une augmentation de 1,3 % en glissement annuel, et, sur les cinq premiers mois de 2020, ce sont 1 762 Mt qui ont été transportées soit une augmentation de 2,1 %. Ces chiffres en légère hausse par rapport à 2019 s'expliquent par un report modal lors de la crise sanitaire : alors que le fret routier était très fortement perturbé en raison des mesures prophylactiques, le fret ferroviaire a pu poursuivre son activité.



Concernant le transport de passagers, 818 M d'utilisateurs ont emprunté les lignes ferroviaires au premier semestre 2020, soit une baisse de 53,9 % en glissement annuel. En comparaison, l'entreprise a transporté 166 M de passagers pour le seul mois de juin, en augmentation de 9,4 % par rapport au mois de mai. Selon la *China Railway*, l'entreprise a dû adapter son fonctionnement à la crise du coronavirus, introduisant une numérisation de ses méthodes de gestion et de ses services. A titre d'illustration, elle utilise les mégadonnées pour mieux ajuster le nombre de voitures au nombre de clients empruntant ses lignes, étendant également sa numérisation des titres de voyage.

Transport ferroviaire: hausse de 3,7 % des investissements dans les infrastructures ferroviaires au premier semestre 2020

L'entreprise d'Etat *China Railway*, chargée de l'exploitation du réseau ferroviaire chinois, a investi 245 Mds CNY (env. 31 Mds €) dans les infrastructures ferroviaires au premier semestre 2020, soit une augmentation de 3,7 % en glissement annuel. Au total, l'entreprise a investi 326 Mds CNY (env. 41 Mds €) sur cette période (+ 1,2 % en glissement annuel). Pour le seul premier semestre, l'entreprise a mis en service 1178 km de nouvelles lignes ferroviaires, dont 605 km de lignes à grande vitesse.

Cette hausse de l'investissement au premier semestre s'explique par une accélération des nouveaux projets au deuxième trimestre. En effet, l'entreprise a investi 246 Mds CNY sur le deuxième trimestre (+11 % en g.a.), contre 80 Mds CNY sur les trois premiers mois de l'année (-21 % en g.a.). Cette accélération au T2 est à lier à la fois au relâchement des mesures sanitaires qui a permis une reprise économique globale et aux mesures de relance prises par le gouvernement central, en premier lieu desquelles la stratégie des Nouvelles infrastructures. Officiellement mise à jour fin mars, cette



stratégie s'appuie sur les entreprises d'Etat pour la relance économique du pays, dans plusieurs secteurs en lien avec la connectivité : numérique, électricité, mobilité. Ainsi, elle réaffirme la priorité donnée au développement des infrastructures de réseau ferroviaire à grande vitesse et interurbain.

Pour mémoire, le secteur ferroviaire est fortement intégré au développement économique du pays : le secteur de la grande vitesse aurait capté à lui seul près de 60 % des investissements de l'Etat dans les infrastructures entre 2004 et 2013. Fin 2019, le pays comptait près de 131 700 km de voies ferrées en activité dont 35 000 km de LGV. Le réseau de LGV continue désormais de s'étendre pour mieux connecter l'ouest du pays, pour, à terme, créer un maillage de « cinq couloirs verticaux et cinq couloirs horizontaux ».

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Hubei : dégâts importants causés par les inondations.

Les fortes inondations qui touchent la province depuis le 29 juin, en raison d'une pluviométrie exceptionnellement élevée, constituent une entrave additionnelle à la reprise rapide de l'économie de la province : selon les communiqués officiels du gouvernement de la province, elles auraient affecté 9 millions d'habitants à la date du 10 juillet, entraîné le déplacement de 200 000 personnes et causé des dommages estimés à 11 Mds RMB (1,4 Mds EUR). 653 000 hectares de cultures auraient été affectés à des degrés divers, soit 19,8% de la surface cultivée de la province.

[Source \(en chinois\)](#)

Canton : WeRide lance les premiers essais de véhicules 100% autonome en Chine

WeRide, une start-up chinoise spécialisée dans les véhicules autonomes, [a lancé](#) cette semaine à Canton les premiers essais de véhicules 100% autonomes (niveau 4) en Chine. Créée à Canton il y a trois ans à peine, la startup soutenue financièrement par le groupe Renault-Nissan-Mitsubishi réalise des tests sur routes ouvertes à l'intérieur d'une zone désignée par les autorités municipales. L'entreprise, cofondée et dirigée par un ancien cadre de Baidu, exploite également une flotte de plus de 40 taxis autonomes.

Shanghai : inauguration du centre d'intelligence artificielle du West Bund et du forum international d'intelligence artificielle

Le 8 juillet, la première tour « AI », dédiée aux entreprises de l'intelligence artificielle, a été dévoilée au grand public à Shanghai. Située au West Bund, la tour AI concentre 20 entreprises industrielles du secteur de l'intelligence artificielle, dont Microsoft, Huawei et Alibaba. Des nouveaux centres d'innovations se sont installés dans la tour, comme le Shanghai Kunpeng Innovation, une plate-forme industrielle écologique et un centre de formation menés par Huawei. L'entreprise Shanghai Lianying Intelligent Medical Technology Co., Ltd., dédiée aux solutions d'IA dans le secteur médical, est également installée dans la tour. L'implantation de cette tour dans le district du Xuhui contribue à la volonté d'attractivité du district dans le secteur de la haute technologie et de l'IA. Participant à cette vitrine de vitalité, le 9 juillet démarre la 3ème édition du forum mondial d'intelligence artificielle de Shanghai « World Artificial Intelligence Conference – WAIC ».

[Voir l'article du Shanghai Observer](#)

Shanghai : nouvelle vague d'investissements dans la zone de libre-échange de Lingang

Le 7 juillet, 18 nouveaux projets industriels ont été annoncés dans la zone de Lingang pour un investissement total de 48 Mds CNY. Les secteurs des projets annoncés sont liés aux nouveaux véhicules, l'IA, l'aérospatial, la biomédecine et encore les circuits intégrés. Depuis son extension en août 2019, la zone de Lingang a attiré un total de 292 projets industriels et 255 Mds CNY d'investissement.

[Lire l'article de China News](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

- **Situation économique**

Standard Chartered a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour Hong Kong en 2020. Prévoyant initialement un recul de -4,8% en 2020, la banque anticipe désormais une baisse du PIB de Hong Kong comprise entre -6,2% et -9,2%.

4,3 M de résidents hongkongais ont reçu depuis le 6 juillet le versement de l'allocation de 1 290 USD prévue afin de stimuler l'économie locale (ceux-ci s'étant enregistrés en ligne auprès de leurs banques). **5,8 M de résidents se sont inscrits pour en bénéficier.** Tous les résidents âgés de plus de 18 ans sont éligibles à cette allocation.

Le gouvernement a annoncé que les subventions salariales versées depuis le début du mois de juin (prise en charge de 50% des salaires pendant 6 mois, plafonnée à 1 160 USD mensuels par employé) **ont atteint 3,8 Mds USD, et couvrent près de 110 000 employeurs et plus de 1,3 M d'employés.** Environ 86 000 travailleurs indépendants vont également recevoir une subvention unique de 970 USD. 10,3 Mds USD sont budgétés pour ces subventions.

Le gouvernement a annoncé le renforcement des mesures de distanciation sociale alors que 65 cas de transmission locale ont été enregistrés au cours de la semaine. Les restaurants verront leurs capacités d'accueil réduites à 60% et les tables seront limitées de nouveau à 8 convives. Les karaokés ne pourront plus accueillir que 8 clients à la fois contre 16 auparavant. Le nombre de personnes par table dans les clubs est ramené de 8 à 4. Les salles de sport ne pourront plus accueillir que 8 personnes à la fois contre 16 auparavant. Les aires de jeux pour enfant seront également fermées ainsi que les écoles. Ces nouvelles mesures prendront effet pendant 14 jours du 11 au 24 juillet.

- **Place financière**

Le HKD continue de se maintenir à la limite haute de la bande de fluctuation (*peg*) et l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) a réalisé 8 interventions de change cette semaine (vente de 48,7 Mds HKD contre 6,3 Mds USD). La HKMA a procédé à 29 interventions depuis le 21 avril, en vendant un total de 106,3 Mds HKD (13,7 Mds USD). **La demande en HKD est accrue en raison des introductions en bourse** (10 au cours de la semaine et 10 autres attendues la semaine prochaine).

L'indice Hang Seng a progressé de +1,4% à 25 727 points au cours de la semaine, et affiche une progression de + 5,3% depuis le début du mois.

La Banque populaire de Chine, l'Autorité monétaire de Hong Kong et l'Autorité monétaire de Macao ont annoncé le 29 juin le lancement du programme pilote *Wealth Management Connect*, afin de permettre aux résidents du Guangdong d'investir dans des produits de gestion de patrimoine vendus par les banques hongkongaises, et réciproquement, sur le modèle des Connects existant pour les actions et les obligations.

- **Analyse sectorielle/entreprises**

Aérien :

Hong Kong a annoncé le 7 juillet la mise en place de tests Covid obligatoires à l'arrivée des équipages aériens, à compter du 8 juillet. Les équipages seront toujours exemptés de quarantaine et ne devront pas attendre le résultat sur site. Si le test est négatif, ils pourront poursuivre leur mission. S'il est positif,

ils seront contactés dans les trois jours et hospitalisés jusqu'à la fin des soins. **United Airlines a annoncé suspendre ses liaisons vers Hong Kong en réponse à cette mesure.**

La compagnie low cost HK Express (groupe Cathay Pacific) a indiqué le 6 juillet qu'elle reprendra progressivement ses vols à partir du 2 août, après avoir suspendu tous ses vols depuis mars.

Industrie des congrès/expositions :

Le gouvernement lancera le 16 juillet un programme de subventions de 130 M USD (budgété sur le Fonds anti épidémie), sur une durée d'un an, à destination de l'industrie des congrès /expositions. Un 1^{er} volet comprendra une subvention de 50% des frais de participation, voire la gratuité sous certaines conditions, pour les exposants participant aux événements. Un 2nd volet subventionnera 100% de la location de locaux par les organisateurs d'expositions /conventions se tenant au Hong Kong Convention & Exhibition Centre et à l'AsiaWorld-Expo.

MACAO

Depuis le 6 juillet, un maximum de 3 000 résidents macanais (sous condition d'avoir été exemptés au préalable de quarantaine obligatoire à Zhuhai) peuvent quotidiennement quitter Macao afin de se rendre dans les 8 autres villes de la Greater Bay Area : Guangzhou, Shenzhen, Foshan, Huizhou, Dongguan, Zhongshan, Jiangmen et Zhaoqing, à des fins officielles ou commerciales. Les résidents doivent présenter le *Macao Health Green Code* ainsi qu'un test Covid négatif. Ceux qui remplissent ces conditions peuvent circuler librement dans les neuf villes pour une période maximale de 14 jours.

TAIWAN

Eolien offshore : TSMC et Orsted signent le plus gros contrat d'électricité renouvelable au monde

Le fondeur TSMC vient de signer un contrat, avec le développeur danois Orsted, portant sur le rachat d'électricité renouvelable sur une durée de 20 ans, à partir de la mise en service en 2025-2026 des champs éoliens *Greater Changhua 2b & 4* de 920 MW, situés à 50 km au large des côtes de Changhua. [Orsted est présent à Taiwan à travers 3 fermes éoliennes](#) : *Greater Changhua 2b & 4* (920 MW), *Greater Changhua 1 & 2a* (900 MW) et en copropriété sur *Formosa 1* (128 MW). [TSMC cible à l'horizon 2030](#), pour ses sites de production, un seuil de 25% d'électricité consommée d'origine renouvelable, et 100% pour le reste de ses sites (hors production). Il s'agit du deuxième contrat de ce type signé par TSMC en l'espace de 3 mois (voir brèves du 11 mai dernier).

Covid-19 : hausse record de l'épargne à Taiwan depuis 1988

La Direction Générale du Budget, de la comptabilité et des statistiques (DGBAS) anticipe [pour 2020 une hausse du taux d'épargne à 35,79%](#) (augmentation de 1,44% par rapport à 2019), soit le taux le plus élevé depuis 1988. Selon la DGBAS, cette situation traduit une faible consommation des ménages et une baisse d'investissement des entreprises. Elle résulte de l'épidémie de covid-19 mais également du vieillissement de la population lié au faible taux de natalité de Taiwan. Kamhon KAN, Directeur de l'Institut d'économie de l'Academia Sinica, estime quant à lui qu'elle est amplifiée par une inclination culturelle à épargner qui vient combler les insuffisances du système de protection sociale. Il voit dans ce taux élevé persistant [un mauvais signal pour l'économie](#). La distribution des coupons d'achat ne devrait avoir un effet bénéfique qu'à court terme sur la consommation.

Covid-19 : 4 laboratoires taiwanais dans la course au vaccin

[Quatre laboratoires taiwanais](#) (Adimmune, United Biomedical Inc., Asia, Medigen Biotechnology et Enimmune) se sont lancés dans le développement du vaccin contre le covid-19, les deux premiers étant actuellement en phase I des essais cliniques. Enimmune, qui est une filiale du groupe Adimmune, travaille sur le développement d'un vaccin à ADN en partenariat avec National Health Research Institutes, la phase I des essais cliniques devrait démarrer début 2021. Medigen travaille de son côté avec ses partenaires américains des National Institutes of Health. Adimmune, Medigen et United Biomedical Asia devraient bénéficier des subventions du [ministère de la Santé](#), une fois les essais cliniques lancés, mais surtout des commandes de l'Etat (un million de doses). Afin d'accélérer le processus, [la TFDA](#) a annoncé réfléchir à abaisser le nombre de participants à 1000 pour les essais cliniques phases 2 et 3 (contre 3000 aujourd'hui). Ces essais cliniques devraient bénéficier d'un financement de l'Etat de 1 Md TWD (30 M EUR).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĚKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Jingxia Zhang, Paule de la Poype, Florent Geelhand de Merxem, Furi Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, François Lemal, Raphaël Pequignot, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet